

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Président du Sénat, le 25 juillet 1996, d'une demande d'avis sur une proposition de loi "modifiant la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements", a donné le 16 octobre 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 25 juli 1996 door de Voorzitter van de Senaat verzocht hem van advies te dienen over een voorstel van wet "tot wijziging van de wet van 18 juli 1991 houdende regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten", heeft op 16 oktober 1996 het volgend advies gegeven :

Observations générales.

1. Les modifications apportées par la proposition à la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements entraînent des contradictions et des incohérences que les développements de la proposition ne permettent pas d'éliminer.

Ainsi, par exemple, il ne ressort pas clairement de la proposition quelle est l'intention de son auteur : le contrôle organisé par ou en vertu d'autres lois s'efface-t-il devant le contrôle des comités P et R ou, au contraire, ces deux contrôles peuvent-ils s'exercer cumulativement et, dans ce cas, comment s'articulent ces contrôles (le contrôle des comités P et R peut-il, par exemple, porter sur d'autres services de contrôle) ?

Ni l'article 3 de la proposition, ni les développements, ni la recommandation 7 du rapport fait au nom des commissions spéciales ne permettent d'éclairer le Conseil d'Etat sur cette question.

Un autre exemple concerne la composition des comités : selon ses développements, la proposition de loi modifiant la loi du 18 juillet 1991 précitée a notamment pour objet d'intégrer les membres du comité permanent R dans le comité permanent P. L'article 30bis proposé prévoit que "les membres du comité permanent R sont également membres du comité permanent P. Les fonctions de président et de vice-président restent assumées par les membres du comité permanent P nommés à cette qualité". La proposition ne

.../...

modifie cependant pas les articles 4 à 6 de la loi du 18 juillet 1991 en ce qu'ils règlent la composition du comité permanent P et laisse subsister les articles 28 à 30 de la même loi en ce qu'ils règlent la composition du comité permanent R.

La proposition crée ainsi une incohérence à laquelle il faut remédier

D'autres contradictions ou incohérences seront relevées dans le cadre des observations particulières formulées ci-après.

2. Compte tenu des importantes missions de contrôle que les comités se voient assigner pour assister les assemblées parlementaires, dans leur fonction de contrôle politique et administratif du Gouvernement et de ses services, il y a lieu de tenir compte des changements intervenus, depuis 1995, en matière de contrôle de la responsabilité politique des ministres (article 101 de la Constitution).

Doit, dès lors, être revu l'article 26 de la proposition de loi qui prévoit la faculté pour la Chambre des représentants et le Sénat de modifier les règlements d'ordre intérieur des comités permanents.

Pour faire oeuvre utile, d'autres dispositions de la loi du 18 juillet 1991 précitée doivent être amendées

.../...

pour tenir compte des prescriptions de l'article 101 de la Constitution.

Observations particulières.

Article 2.

1. Le but de la proposition étant de mieux préciser les missions des comités permanents, celles-ci doivent être clairement définies dans la proposition.

2. Si l'intention est de donner un caractère exhaustif aux missions confiées au comité permanent de contrôle des services de renseignements, se pose la question s'il est utile de maintenir, dans l'article 1er en projet, les mots "en particulier".

Article 4.

Il faut formaliser les conditions dans lesquelles les enquêtes de sécurité vont se dérouler. A cet égard, il y a lieu de rappeler que le Gouvernement, faisant écho aux remarques formulées par le Conseil d'Etat au sujet d'un projet de loi organique des services de renseignements et de sécurité, a annoncé, dans l'exposé des motifs de ce projet, son intention de déposer un projet de loi organisant de

.../...

manière stricte ces enquêtes et la procédure d'octroi d'habilitations de sécurité (1).

L'observation vaut également pour les articles 5, 14, b, et 15 du projet.

Article 8.

Ni la proposition ni les développements ne précisent la manière dont le comité permanent P informe les assemblées parlementaires de son initiative.

L'article 8 proposé doit préciser le moment auquel le comité permanent P informe le Parlement de la décision prise et éventuellement s'il doit l'informer quant aux développements de son initiative.

Article 9.

1. Le texte proposé pour l'alinéa 8 de l'article 9 crée une contradiction avec l'alinéa 3 du même article.

En effet, l'article 9, alinéa 3, de la loi précitée prévoit :

"Le comité permanent P remet au ministre compétent ou à l'autorité compétente, selon le cas, ainsi qu'à la Chambre des représentants et au Sénat, un rapport

(1) Doc. Chambre, n° 638/1 - 95/96, p. 5.

relatif à chaque enquête. Ce rapport est confidentiel jusqu'à sa communication à la Chambre des représentants et au Sénat conformément à l'article 11".

Dès lors, en vertu de cet alinéa 3, le "comité P" remet à la Chambre des représentants et au Sénat, un rapport sur chaque enquête, rapport qui reste confidentiel jusqu'à sa communication (officielle) conformément à l'article 11.

Alors que, selon l'alinéa 8 proposé, lorsque la demande émane du ministre, "le rapport n'est remis à la Chambre et au Sénat qu'à l'issue du terme fixé conformément à l'article 11, 3°".

Les deux textes doivent être revus afin d'éliminer cette contradiction.

2. La deuxième phrase de l'alinéa 8 proposé ne précise pas clairement si le rapport doit être transmis en même temps au ministre et au président de la commission parlementaire du suivi.

Si tel est le cas, l'auteur de la proposition doit l'indiquer expressément.

Articles 11 et 22.

Les dispositions proposées visent à soumettre la communication aux Chambres des dossiers relatifs aux

.../...

enquêtes menées à la demande des ministres compétents à leur accord préalable.

Selon le commentaire réservé aux articles 11 et 22 dans les développements, cet accord ne serait cependant plus requis après l'expiration du délai visé à l'article 11, 3°, ou 35, 3°, selon le cas.

En vertu des dispositions auxquelles il est ainsi fait référence, "le comité permanent (...) fait rapport à la Chambre des représentants et au Sénat (...) lorsqu'au terme d'un délai qu'il estime raisonnable, il constate qu'aucune suite n'a été réservée à ses conclusions, ou que les mesures prises sont inappropriées ou insuffisantes". Les articles 10 et 21 de la proposition ajouteraient la précision suivante : "Ce délai ne peut être inférieur à soixante jours".

Le texte proposé aux articles 11 et 22, aux termes duquel l'accord du ministre "est requis avant la communication du dossier d'enquête si cet accord est requis avant le délai visé à l'article 11, 3° (35, 3°)", manque en soi de clarté. En outre, il ne permet pas de déterminer si le délai ainsi visé est celui que le comité permanent estimerait raisonnable ou le délai minimal de soixante jours que la proposition prévoit de lui imposer.

L'intention n'est-elle pas plutôt, du reste, que l'obligation d'obtenir l'accord préalable du ministre à la demande duquel il aura été procédé à l'enquête soit levée lorsque le comité permanent aura déposé un rapport en

.../...

application de l'article 11, 3°, ou 35, 3° ? Si tel était le cas, il conviendrait alors que le texte se réfère au dépôt effectif d'un tel rapport plutôt qu'à l'expiration du délai durant lequel la loi ne permet pas qu'il soit fait rapport aux Chambres dans ces hypothèses.

Article 13.

Le Conseil d'Etat ne saisit pas la portée de l'article 14bis, alinéa 3, proposé, en ce que le texte prévoit que le comité peut décider de ne pas donner suite à une plainte ou une dénonciation lorsque le plaignant ou le dénonciateur n'a pas demandé l'intervention du comité. Ni les développements ni la recommandation ne permettent de lever l'ambiguïté.

Il convient que l'auteur de la proposition exprime clairement son intention.

Articles 14 et 15.

Il convient de se référer à l'observation générale n° 1 et aux observations particulières faites sur les articles 4 et 5.

.../...

Articles 17 et 18.

Le texte proposé n'a pas sa place dans l'article 30bis. Il convient de le transférer dans l'article 4 (relatif à la composition du comité P) du chapitre II consacré au contrôle des services de police.

Quant à l'article 30ter proposé, il semble concerner des réunions communes (cfr article 30ter, § 2) et trouverait donc mieux sa place dans le chapitre IV consacré aux réunions communes.

Article 19.

Il convient de se référer à l'observation formulée à propos de l'article 8.

Article 20.

Il convient de se référer à l'observation formulée à propos de l'article 9.

Article 22.

Il convient de se référer à l'observation formulée à propos de l'article 11.

.../...

Article 25.

Dans l'article 58, alinéa 2, proposé, les mots "sur le greffier et" sont omis. Dès lors, il convient d'indiquer l'autorité dont dépendra désormais le greffier.

Article 26.

1. Il convient de se référer à l'observation générale 2.

2. L'attention de l'auteur de la proposition est attirée sur le fait que le règlement d'ordre intérieur ne peut régler des matières réservées au législateur comme, par exemple, le secret professionnel, les saisies et perquisitions.

Article 28.

L'article 62 proposé charge notamment le greffier d'assurer "la gestion du personnel administratif", alors que l'article 58, alinéa 2, de la loi du 18 juillet 1991 confie au comité permanent l'autorité sur les membres de ce personnel, en lui réservant la faculté de la déléguer en tout ou en partie à son président ou au greffier. Il s'y ajoute que l'article 58 proposé prévoit que le comité n'a plus d'autorité à l'égard du greffier.

.../...

Il serait, par conséquent, prudent de préciser, pour éviter les conflits d'attributions, que le greffier n'assure la gestion du personnel que dans les limites de l'autorité que lui délèguerait le comité en application de l'article 58, alinéa 2, précité, à moins toutefois que telle ne soit pas l'intention, auquel cas une révision plus fondamentale du texte s'imposerait.

Article 29.

La nouvelle rédaction proposée pour l'article 64 de la loi du 18 juillet 1991 diffère de manière substantielle de sa formulation actuelle, sans que le commentaire figurant dans les développements fournisse une explication susceptible d'éclairer la portée exacte que l'auteur de la proposition entend attacher à une modification aussi fondamentale du texte légal.

S'agissant d'incriminations pénales, la plus grande clarté est requise. Le texte proposé doit, dès lors, être revu afin de définir avec précision les comportements qui seraient, en vertu du nouveau texte, considérés comme constitutifs d'infractions encore qu'ils ne seraient pas répréhensibles au regard de l'article 458 du Code pénal.

Article 30.

1. Il est fait référence à l'observation générale 2.

.../...

2. En vertu de l'article 60 de la Constitution, chaque Chambre détermine, par son règlement, le mode suivant lequel elle exerce ses attributions.

Il n'appartient, dès lors, pas au législateur d'imposer à la Chambre des représentants de régler le fonctionnement et l'organisation de ces commissions permanentes.

Article 31.

Cet article appelle des observations d'ordre légistique; il paraît notamment négliger diverses modifications résultant d'une loi du 22 juillet 1993.

Article 32.

La section de législation n'est pas en mesure de s'assurer que le régime dérogatoire dont il est proposé de faire application aux membres des comités permanents actuellement en fonction trouve pour chacun d'eux une justification suffisante, au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, dans la nécessité dont fait état le commentaire de cet article, de "mettre fin aux dysfonctionnements constatés". Il ne lui est, par conséquent, pas possible d'apprécier a priori, en fonction de l'ensemble des circonstances auxquelles le législateur pourrait avoir égard et du caractère déterminant qu'il estimerait devoir

.../...

reconnaître à certaines d'entre elles, si les différences de traitement que les dispositions exceptionnelles envisagées ne manqueraient pas de susciter pourraient être considérées comme exemptes de discriminations, ni éventuellement dans quelle mesure elles pourraient l'être.

Algemene opmerkingen.

1. De wijzigingen die het voorstel aanbrengt in de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten, geven aanleiding tot tegenstrijdigheden en incoherenties die de toelichting bij het voorstel niet kan verhelpen.

Zo blijkt bijvoorbeeld niet duidelijk uit het voorstel wat de bedoeling is van de indiener ervan : primeert het toezicht van de comités P en I op het toezicht geregeld bij of krachtens andere wetten, of kunnen die twee vormen van toezicht integendeel cumulatief worden uitgeoefend, en waarop spitst dat toezicht zich in dat geval toe (kan het toezicht van de comités P en I bijvoorbeeld betrekking hebben op andere controlediensten) ?

Noch artikel 3 van het voorstel, noch de toelichting, noch aanbeveling 7 van het verslag opgemaakt namens de bijzondere commissies kunnen de Raad van State opheldering geven daaromtrent.

Een ander voorbeeld betreft de samenstelling van de comités : volgens de toelichting beoogt het voorstel van wet tot wijziging van de voornoemde wet van 18 juli 1991 onder meer de leden van het vast comité I op te nemen in het vast comité P. Het voorgestelde artikel 30bis bepaalt :

"De leden van het Vast Comité I zijn eveneens lid van het Vast Comité P. De functie van voorzitter en ondervoorzitter worden verder uitgeoefend door de leden van het Vast Comité P die daartoe zijn benoemd.

.../...

Het voorstel wijzigt evenwel niet de artikelen 4 tot 6 van de wet van 18 juli 1991, die de samenstelling van het vast comité P regelen, en handhaaft de artikelen 28 tot 30 van dezelfde wet, die de samenstelling van het vast comité I regelen.

Het voorstel doet aldus een gebrek aan coherentie ontstaan, dat moet worden verholpen.

Op andere tegenstrijdigheden of incoherenties wordt gewezen in het kader van de hierna gemaakte bijzondere opmerkingen.

2. Gelet op de belangrijke taken van toezicht die aan de comités worden toegewezen om de parlementaire assemblees bij te staan bij hun politiek en bestuurlijk toezicht op de Regering en haar diensten, moet rekening worden gehouden met de wijzigingen die zich sedert 1995 hebben voorgedaan inzake het toezicht op de politieke verantwoordelijkheid van ministers (artikel 101 van de Grondwet).

Artikel 26 van het voorstel van wet, dat het de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat mogelijk maakt de huishoudelijke reglementen van de vaste comités te wijzigen, moet derhalve worden herzien.

Het verdient aanbeveling dat ook andere bepalingen van de voornoemde wet van 18 juli 1991 worden aangepast

.../...

teneinde rekening te houden met het bepaalde in artikel 101 van de Grondwet.

Bijzondere opmerkingen.

Artikel 2.

1. Het voorstel beoogt de taken van de vaste comités nader te bepalen, zodat deze in het voorstel duidelijk moeten worden omschreven.

2. Indien het de bedoeling is de taken toevertrouwd aan het vast comité van toezicht op de inlichtingendiensten exhaustief op te sommen, rijst de vraag of het dienstig is in het ontworpen artikel 1 de woorden "in het bijzonder" te behouden.

Artikel 4.

De omstandigheden waarin de veiligheidsonderzoeken moeten verlopen, dienen te worden geformaliseerd. In dit verband moet eraan herinnerd worden dat de Regering, gevolgd door de opmerkingen die de Raad van State gemaakt heeft omtrent een ontwerp van wet houdende regeling van de inlichting- en veiligheidsdiensten, in de memorie van toelichting bij dat ontwerp haar voornemen heeft aangekondigd om een ontwerp van wet in te dienen dat voorziet in een

.../...

strikte regeling van die onderzoeken en van de procedure tot toekenning van veiligheidsattesten (1).

Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 5, 14, b, en 15 van het ontwerp.

Artikel 8.

Noch het voorstel, noch de toelichting bepalen op welke wijze het vast comité P de parlementaire assemblees inlicht over zijn initiatief.

Het voorgestelde artikel 8 moet bepalen op welk tijdstip het vast comité P het Parlement inlicht omtrent de getroffen beslissing, en of het in voorkomend geval het Parlement moet inlichten over de voortgang van zijn initiatief.

Artikel 9.

1. De tekst die voor artikel 9, achtste lid, wordt voorgesteld, is strijdig met het bepaalde in het derde lid van datzelfde artikel.

Artikel 9, derde lid, van de voornoemde wet bepaalt immers :

(1) Gedr. stuk Kamer, nr. 638/1 - 95/96, blz. 5.

"Het vast Comité P zendt, naargelang het geval, aan de bevoegde minister of aan de bevoegde overheid, alsmede aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers en aan de Senaat, een verslag over betreffende elk onderzoek. Dit verslag is vertrouwelijk tot bij de mededeling aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers en aan de Senaat, overeenkomstig artikel 11".

Krachtens dat derde lid bezorgt het "comité P" derhalve aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers en aan de Senaat een verslag over ieder onderzoek, een verslag dat vertrouwelijk blijft totdat het overeenkomstig artikel 11 (officieel) is medegedeeld.

Het voorgestelde achtste lid bepaalt echter dat als het verzoek uitgaat van de minister, "het verslag pas na afloop van de conform artikel 11, 3°, bepaalde termijn aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers en aan de Senaat overgelegd" wordt.

De twee teksten moeten worden herzien, waarbij die tegenstrijdigheid wordt opgeheven.

2. De tweede zin van het voorgestelde achtste lid schrijft niet duidelijk voor of het verslag terzelfder tijd aan de minister en aan de voorzitter van de parlementaire begeleidingscommissie moet worden gezonden.

Indien dit het geval is, moet de indiener van het voorstel zulks uitdrukkelijk aangeven.

.../...

Artikelen 11 en 22.

De voorgestelde bepalingen schrijven voor dat de dossiers betreffende de onderzoeken ingesteld op verzoek van de bevoegde ministers, pas aan de Kamers worden medegedeeld nadat ze hun instemming daartoe hebben gegeven.

Volgens de commentaar, in de toelichting, op de artikelen 11 en 22 is die toestemming evenwel niet meer vereist na het verstrijken van de termijn gesteld in artikel 11, 3°, of 35, 3°, naargelang van het geval.

Krachtens de bepalingen waarnaar aldus wordt verwezen, doet "het Vast Comité (...) verslag aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers en aan de Senaat (...) wanneer het vaststelt dat, bij het verstrijken van een termijn die het redelijk acht, geen gevolg werd gegeven aan zijn besluiten of dat de genomen maatregelen niet passend of ontoereikend zijn". De artikelen 10 en 21 van het voorstel voegen de volgende precisering eraan toe : "Die termijn mag niet minder dan zestig dagen bedragen".

De in de artikelen 11 en 22 voorgestelde tekst, naar luid waarvan de instemming van de minister "vereist (is) vóór de overzending van het onderzoeks dossier, als die toestemming is vereist vóór het verstrijken van de in artikel 11, 3° (35, 3°), bedoelde termijn", is op zich onvoldoende duidelijk. Voorts kan er niet uit worden opgemaakt of de aldus gestelde termijn die is welke het vast comité redelijk acht, dan wel de minimumtermijn van zestig dagen die het voorstel beoogt op te leggen aan het comité.

.../...

Is het voorts niet veeleer de bedoeling voor te schrijven dat de verplichting om de voorafgaande toestemming te verkrijgen van de minister op wiens verzoek het onderzoek is ingesteld, vervalt wanneer het vast comité een verslag heeft ingediend overeenkomstig artikel 11, 3°, of 35, 3° ? Indien zulks het geval is, moet in de tekst verwezen worden naar de effectieve indiening van een zodanig verslag, veeleer dan naar het verstrijken van een termijn tijdens welke de wet niet toelaat dat in die gevallen verslag wordt uitgebracht bij de Kamers.

Artikel 13.

Het is de Raad van State niet duidelijk wat de draagwijdte is van het voorgestelde artikel 14bis, derde lid, in zoverre de tekst bepaalt dat het comité kan beslissen geen gevolg te geven aan een klacht of een aangifte als degene die de klacht heeft ingediend of de aangifte heeft gedaan, niet om het optreden van het comité heeft verzocht. Noch de toelichting, noch de aanbeveling maken het mogelijk de dubbelzinnigheid op te heffen.

De indiener van het voorstel moet zijn bedoeling duidelijk weergeven.

.../...

Artikelen 14 en 15.

Er zij verwezen naar de algemene opmerking nr. 1 en naar de bijzondere opmerkingen gemaakt in verband met de artikelen 4 en 5.

Artikelen 17 en 18.

De voorgestelde tekst is niet op zijn plaats in artikel 30bis. Hij behoort te worden opgenomen in artikel 4 (dat betrekking heeft op de samenstelling van het comité P) van hoofdstuk II, dat handelt over het toezicht op de politiediensten.

Het voorgestelde artikel 30ter zijnerzijds lijkt gemeenschappelijke vergaderingen te betreffen (zie artikel 30ter, § 2), zodat het beter zou zijn het op te nemen in hoofdstuk IV, dat de gezamenlijke vergaderingen betreft.

Artikel 19.

Er zij verwezen naar de opmerking die is gemaakt in verband met artikel 8.

Artikel 20.

Er zij verwezen naar de opmerking die is gemaakt in verband met artikel 9.

.../...

Artikel 22.

Er zij verwezen naar de opmerking die is gemaakt in verband met artikel 11.

Artikel 25.

Volgens het voorgestelde artikel 58, tweede lid, moeten de woorden "over de griffier en" vervallen. Bijgevolg moet worden aangegeven onder wiens gezag de griffier voortaan ressorteert.

Artikel 26.

1. Er zij verwezen naar de algemene opmerking 2.

2. De indiener van het voorstel wordt erop gewezen dat het huishoudelijk reglement geen aangelegenheden kan regelen waarvoor alleen de wetgever bevoegd is, zoals bijvoorbeeld het beroepsgeheim, het beslag en de huiszoeking.

Artikel 28.

Het voorgestelde artikel 62 belast de griffier onder meer met "het beheer van het administratief personeel", terwijl artikel 58, tweede lid, van de wet van

.../...

18 juli 1991 het gezag over die personeelsleden toevertrouwt aan het vast comité, dat deze bevoegdheid geheel of gedeeltelijk kan overdragen aan de voorzitter of aan de griffier. Bovendien schrijft het voorgestelde artikel 58 voor dat het comité geen gezag meer uitoefent over de griffier.

Teneinde bevoegdheidsconflicten te voorkomen, zou het bijgevolg raadzaam zijn te preciseren dat de griffier slechts met het beheer van het personeel belast is binnen de grenzen van het gezag dat het comité mogelijk aan hem overdraagt overeenkomstig het voornoemde artikel 58, tweede lid, tenzij zulks echter niet de bedoeling is, in welk geval de tekst grondiger moet worden herzien.

Artikel 29.

De nieuwe redactie voorgesteld voor artikel 64 van de wet van 18 juli 1991 verschilt aanzienlijk van de huidige lezing, zonder dat de commentaar in de toelichting nadere uitleg verstrekt waaruit de precieze strekking kan blijken die de indiener van het voorstel beoogt te geven aan zulk een fundamentele wijziging van de wettekst.

Aangezien het om strafrechtelijke tenlasteleggingen gaat, is een zo groot mogelijke klaarheid vereist. De voorgestelde tekst moet bijgevolg worden herzien, waarbij nauwkeurig de gedragingen moeten worden bepaald die krachtens de nieuwe tekst een strafbaar feit opleveren, ook al zijn ze niet strafbaar in het licht van artikel 458 van het Strafwetboek.

.../...

Artikel 30.

1. Er wordt verwezen naar de algemene opmerking 2.

2. Krachtens artikel 60 van de Grondwet bepaalt iedere Kamer in haar reglement op welke wijze ze haar bevoegdheden uitoefent.

Het komt bijgevolg niet aan de wetgever toe om de Kamer van Volksvertegenwoordigers voor te schrijven de werkwijze en de organisatie van die vaste commissies te regelen.

Artikel 31.

Omtrent dit artikel dienen opmerkingen van wetgevingstechnische aard te worden gemaakt; zo blijkt onder meer geen rekening te zijn gehouden met diverse wijzigingen aangebracht bij een wet van 22 juli 1993.

Artikel 32.

De afdeling wetgeving kan niet nagaan of de afwijkende regeling die volgens het voorstel toepassing zou vinden op de leden van de vaste comités die thans in functie zijn, in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet voor elk van hen genoegzaam verantwoord wordt door de noodzaak - zoals in de commentaar op dit artikel te lezen

.../...

staat - "om een einde te maken aan de vastgestelde dysfuncties". De afdeling wetgeving kan dus, op grond van het geheel van de omstandigheden die de wetgever in aanmerking kan nemen en op grond van de omstandigheid dat de wetgever zich genoopt zou achten sommige van die omstandigheden als doorslaggevend te beschouwen, a priori niet oordelen of de verschillende behandeling die de voorgenomen uitzonderlijke bepalingen onvermijdelijk tot gevolg zullen hebben, als niet-discriminerend kan worden beschouwd, noch eventueel in welke mate ze discriminerend kan zijn.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. J.-L. PAQUET, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
M. X. DELGRANGE, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. J.-L. PAQUET,
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld en
toegelicht door de
H. X. DELGRANGE, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la ver-
sion française et la version
néerlandaise a été vérifiée
sous le contrôle de M. J.-J.
STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.